

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MERCREDI 27 AVRIL 2011

WOENSDAG 27 APRIL 2011

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 15 h 22 par M. Yvan Mayeur, président.

01 Questions jointes de

- **M. Wouter De Vriendt** au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la pension en cas de séparation d'un fonctionnaire" (n° 3999)

- **Mme Miranda Van Eetvelde** au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la pension de survie après une période de cohabitation légale" (n° 4221)

01.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): En cas de divorce ou de séparation de fait, les époux ont droit, dans certaines circonstances, à une partie de la pension de l'ancien partenaire salarié ou indépendant. Pour les personnes ne bénéficiant que d'une petite pension, ce complément est le bienvenu. Toutefois, si l'ancien partenaire était fonctionnaire, ce droit ne s'applique pas. La Cour constitutionnelle a estimé que d'un point de vue purement juridique, il ne s'agit pas d'une discrimination puisque la pension des fonctionnaires est considérée comme un salaire différé et donc comme un droit personnel et incessible. Je réponds à cela qu'il n'est pas porté atteinte à la pension de fonctionnaire proprement dite et que l'incessibilité est donc respectée. Le ministre est-il d'accord avec mon point de vue?

Dans les faits, j'estime d'ailleurs que la situation actuelle entraîne assurément une discrimination. Le ministre est-il d'accord? Comment compte-t-il éliminer cette discrimination?

Il existe également une différence de réglementation entre la séparation de fait et le divorce. Cette différence se justifie-t-elle?

01.02 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Dans la législation actuelle sur les pensions pour les salariés et les indépendants, il existe en principe un droit à la pension de survie lorsque le mariage a duré au moins un an. À la suite d'un certain nombre de décisions judiciaires, les administrations des pensions doivent également tenir compte de la cohabitation légale.

Que pense le ministre de l'assimilation juridique totale du mariage et de la cohabitation légale dans le cadre de la réglementation des pensions?

01.03 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): L'une des conditions à remplir pour pouvoir bénéficier d'une pension de survie est que le mariage entre le survivant et le conjoint décédé ait duré au moins une année. Selon les tribunaux, les périodes de cohabitation légale entrent également en ligne de compte pour déterminer cette durée.

(*En français*) Là, il n'y a pas de doute.

(*En néerlandais*) Je suis favorable à la suppression des différences entre les couples mariés et cohabitants légaux en matière de droits à la pension. Toutefois, il n'existe encore aucun accord à ce sujet au sein de l'ONP.

(*En français*) Dans le cadre de la mise au point du Livre blanc, je crois qu'il faut essayer d'harmoniser le droit à la pension d'époux séparé-divorcé entre les trois régimes de pension existants.

Il s'agit de questions techniquement difficiles. Je vous propose de vous remettre une copie de notre analyse juridique détaillée. Si besoin est, n'hésitez pas à reposer vos questions par écrit.

01.04 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le ministre veut donc davantage d'harmonisation pour mettre fin aux discriminations. Que fait-il pour encourager la concertation en la matière?

01.05 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Je prends acte de la position du ministre concernant l'assimilation complète des deux statuts au plan juridique.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Zoé Genot au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "le coût de la mise à la pension des ministres du culte de plus de 65 ans" (n° 3730)

02.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Des réflexions sont menées sur un nouveau système de barèmes pour les ministres du culte et sur la fixation de l'âge de leur pension à 65 ans.

Dans la réforme en cours, il n'a pas été tenu compte de l'aspect du coût des mises à la pension.

Disposez-vous du nombre de personnes concernées? Une estimation budgétaire a-t-elle été réalisée?

02.02 Michel Daerden, ministre (*en français*): Un alignement du régime spécifique des retraites appliquées aux ministres du culte sur le régime des fonctionnaires fédéraux entraînerait une charge budgétaire supplémentaire en matière de pensions. Actuellement, leur retraite ne débute qu'à 75 ans. La discussion naît de la possibilité qu'elle commence dès 65 ans.

Nous avons entrepris quelques recherches. Dans le rapport sur la réforme du financement des cultes, il appert que 749 ministres du culte sont actifs dans la classe 55-65, que 674 le sont dans la classe 65-75 et que 252 le sont dans la classe des plus de 75 ans.

Le montant brut moyen d'une pension allouée à un ministre du culte mis à la retraite en 2010 à l'âge de 65 ans s'élève à 1 238 euros par mois.

Je ne peux prédire combien de personnes seront concernées dans quinze ans.

Je ne suis pas d'accord que l'on dise que les pensions augmenteront. Si on leur attribue une pension à 65 ans, on ne les paie plus.

Si vous voulez me reposer une question écrite, je peux essayer d'enrichir ma réponse.

02.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Vous dites qu'ils seront à la pension et qu'on ne devra plus les payer. Or, dans le reste du rapport, il est dit que, comme beaucoup partent à la pension, les salaires seront augmentés.

Il faut voir si, dans l'équilibre global de la réforme, on aura une augmentation du coût pour l'ensemble des cultes et confessions.

Le **président**: La question n° 3763 de Mme De Bue est retirée. Mme Grosemans est absente.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la question du cumul dans le cadre d'une pension du secteur public" (n° 3830)

03.01 Sonja Becq (CD&V): Les enseignants qui continuent à enseigner après leur mise à la retraite parce qu'il est impossible de leur trouver immédiatement un remplaçant ne perçoivent plus de pension jusqu'à la fin de l'année. Ce phénomène est dû au mode de calcul en années scolaires complètes. Le ministre compte-t-il prendre des dispositions pour rectifier cette situation?

03.02 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): Le régime du cumul constitue un problème non seulement pour les enseignants mais pour tous les retraités du secteur public.

(*En français*) Sur base de la législation, un pensionné du secteur public ayant demandé sa pension à 65 ans court le risque d'une suspension de paiement s'il accepte une mission en tant que contractuel. Cette suspension vaut pour l'ensemble de l'année civile si les revenus dépassent les plafonds autorisés d'au moins 15 %. On en revient à la théorie des 15 % et c'est en cela que c'est un problème important.

(*En néerlandais*) Cette pratique est contraire à la politique du gouvernement visant à augmenter le taux d'activité et à allonger les carrières.

(*En français*) Pour le régime des salariés, j'ai obtenu de l'ONP une modification de la pratique administrative pour les personnes dans des situations similaires. Pour les pensions du secteur public, il faudrait modifier la législation pour remédier à cette incohérence.

03.03 Sonja Becq (CD&V): Je remercie le ministre d'avoir accepté de collaborer à l'élaboration d'un régime plus équitable.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Wouter De Vriendt** au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "le bonus-pension" (n° 4046)
- **Mme Sonja Becq** au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "le bonus-pension" (n° 4092)
- **Mme Miranda Van Eetvelde** au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la notoriété du bonus-pension" (n° 4223)
- **Mme Miranda Van Eetvelde** au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la prolongation du bonus-pension" (n° 4224)

04.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le service de médiation des pensions a souligné que le bonus-pension viendra à expiration fin 2012. Si la prolongation de la mesure n'est pas confirmée, de nombreuses personnes partiront plus vite à la retraite.

Quelle est la position du ministre? Voit-il une solution? Combien de personnes ont déjà eu recours à cette mesure?

04.02 Sonja Becq (CD&V): Nous avons nous-mêmes déposé une proposition visant à prolonger le bonus-pension. Je me félicite que le service de médiation ait attiré l'attention sur ce problème. La mesure n'étant toujours prolongée que d'année en année, il est difficile de la "vendre" auprès des personnes concernées.

Est-il exact qu'il n'est pas fait mention du bonus-pension lors qu'il est procédé à une estimation du montant de la pension? Pourquoi cette mesure ne fait-elle pas l'objet d'une plus large publicité? Comment est-il possible d'évaluer si la mesure produit des effets alors qu'elle est si peu connue?

04.03 Miranda Van Eetvelde (N-VA): L'objectif du bonus-pension est d'encourager les gens à travailler plus longtemps. Cette mesure est en vigueur depuis quatre ans déjà mais seulement 20 % des futurs retraités en ont connaissance. Aucune information n'est fournie à propos du bonus-pension lorsqu'il est procédé à une estimation du montant de la pension, alors que son incidence peut être considérable.

Le ministre prendra-t-il une initiative afin de mieux faire connaître le bonus-pension? Quel a été l'effet de la mesure sur notre régime de pension?

Le problème du bonus-pension est qu'il s'agit d'une mesure temporaire en vigueur jusqu'à la fin du mois de décembre 2012. Le service de médiation des pensions a fait observer qu'il n'existe aucune indication selon laquelle le gouvernement aurait l'intention de proroger la mesure. De ce fait, de futurs pensionnés vont précisément partir à la retraite plus tôt pour quand même y avoir droit.

Le bonus-pension va-t-il être prolongé? A-t-on sollicité l'avis du Comité d'étude sur le vieillissement et du Conseil supérieur de l'Emploi?

04.04 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): Le bonus-pension n'est effectivement pas suffisamment connu. Selon une enquête, seuls 20 % des citoyens connaissent l'existence de cette mesure. L'une des causes de cette méconnaissance est que la mesure n'est valable que jusqu'à la fin 2012. Mais en réalité, après évaluation, la mesure pourrait être prolongée.

Nous avons repris tous les chiffres depuis 2007 et cela nous a permis de voir l'augmentation d'exercice en exercice. Je suis quelque peu perturbé par les chiffres pour 2010, qu'il me semble intéressant de vous transmettre.

Je suis partisan de toute mesure de nature à inciter les gens à travailler plus longtemps et, ainsi, favorable à un prolongement du bonus-pension.

Une certaine augmentation du taux d'emploi a pu être constatée durant la période 1998-2008.

J'attends les résultats de l'analyse demandée à l'ONP.

04.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): À l'examen rapide des chiffres, je constate que 20 % du nombre de retraités ont eu recours au bonus-pension en 2010. Ce nombre a diminué par rapport à 2009, alors qu'il devrait précisément augmenter. Un nombre particulièrement réduit de travailleurs ont eu recours à la mesure. Si le ministre ne prend aucune disposition, nous collaborerons à une initiative parlementaire.

04.06 Sonja Becq (CD&V): Nous sommes partisans de toute mesure qui favorise le rallongement du temps de travail. Nous aimerions mener un débat sur le fond pour examiner si le bonus-pension fonctionne. Peut-être devons-nous commencer à octroyer le bonus-pension plus tôt. Nous devons rassembler davantage de données sur l'incidence de la mesure et proposons dès lors de prolonger la mesure d'un an seulement. Nous pourrions ensuite approfondir l'évaluation.

La mesure doit être plus connue, surtout si elle acquiert un caractère définitif. Peut-être une diminution est-elle constatée en 2010 parce que les gens ne sont pas certains que la mesure sera maintenue.

04.07 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): Un problème se pose également en ce qui concerne les indépendants.

04.08 Sonja Becq (CD&V): En effet.

Il est souvent impossible d'établir une estimation exacte des pensions mais il serait souhaitable que nous puissions déjà indiquer le montant supplémentaire obtenu par les personnes qui travaillent plus longtemps.

04.09 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Nous plaçons également pour que les gens travaillent plus longtemps et que l'octroi du bonus-pension soit prolongé. Pourriez-vous nous communiquer un calendrier concret? Les gens devraient être informés de la mesure peu avant leur retraite. Il est en effet peu judicieux d'informer les gens dix ans à l'avance.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "le transfert des droits constitués dans le cadre du deuxième pilier de pensions par les agents contractuels des services publics en cas de titularisation ultérieure" (n° 4083)

05.01 Sonja Becq (CD&V): J'ai déjà eu l'occasion d'aborder le problème du deuxième pilier des pensions pour les personnes qui sont passées du statut de fonctionnaire contractuel à celui de fonctionnaire statutaire. Il semble que des personnes peuvent percevoir une combinaison des deux types de pension, c'est-à-dire la pension complémentaire et la pension statutaire. Pour supprimer cet avantage, un avant-projet de loi-cadre qui limitait les possibilités de cumul et qui transférait les réserves du deuxième pilier à la pension statutaire aurait été préparé en 2009. Où en était ce projet au moment de la chute du gouvernement?

Les droits des agents concernés sont en réalité acquis. Est-il possible de les annuler? Combien de cas de cumul d'une pension complémentaire et d'une pension statutaire sont actuellement dénombrés? Dans ce

cas, le montant total de la pension est-il supérieur au montant de la pension légale? Un budget supplémentaire est-il nécessaire?

Président: Nadia Sminate.

05.02 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): Un membre du personnel contractuel du secteur public qui bénéficie du deuxième pilier et qui est ensuite nommé à titre définitif entre à l'heure actuelle effectivement en ligne de compte pour bénéficier d'un double avantage en matière de pension pour ses services prestés en qualité de contractuel. La loi du 5 août 1978 portant des réformes économiques et budgétaires fixe les montants auxquels il a droit.

(*En français*) D'une part, sa pension du secteur public pour toute la carrière, en ce compris les services contractuels chez l'employeur public; d'autre part, la prestation complémentaire constituée durant la période de service contractuel chez l'employeur public.

À notre connaissance, aucune disposition légale ne permet actuellement ni à l'assureur, qui liquide les avantages complémentaires, ni au régime public de pension, qui verse la pension de l'agent nommé, de réduire sa prestation en vue d'éviter le paiement du double avantage.

En ce qui concerne le SdPSP mais, aussi, toutes les institutions de prévoyance du pôle 3 et les pouvoirs locaux du pôle 4, tous s'accordent à dire que c'est injustifié, et moi aussi.

L'ONSSAPL a lancé un très grand marché, que Dexia et Éthias ont obtenu. J'ai été très heureux de ce choix car je suis un ardent défenseur du deuxième pilier, en ce compris dans les administrations publiques.

Dans l'état actuel des choses, on ne peut faire autrement que de payer le double avantage. C'est précisément pour cette raison qu'il faudra légiférer. Je n'ai absolument aucun souci idéologique avec le deuxième pilier mais il faut que cela reste correct.

05.03 Sonja Becq (CD&V): Nous n'avons donc toujours pas progressé, bien qu'il s'agisse d'un thème important. Des projets ont été déposés au cours des deux législatures précédentes. Il n'y a pas que le cumul qui pose problème. La différence considérable entre les pensions des contractuels et des statutaires constitue un autre souci.

Je me félicite qu'en Flandre la VVSG et l'ensemble du secteur ont œuvré à la mise au point d'une réglementation. Je pense que la quasi-totalité des communes ont dégagé des moyens à cet effet. Je souhaite également faire progresser ce dossier au Parlement mais je n'ai aucune idée de l'état précis de la situation.

05.04 Michel Daerden, ministre (*en français*): Je suis tout à fait disposé à faire avancer le dossier comme vous le préconisez.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la collaboration entre les CPAS et les services des pensions en ce qui concerne la GRAPA" (n° 4088)

06.01 Sonja Becq (CD&V): La garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) n'est pas encore suffisamment connue. De plus, la GRAPA n'est toujours pas octroyée de manière automatique. Le ministre avait promis un mouvement de rattrapage, avec un traitement prioritaire accordé aux dossiers les plus anciens.

Le ministre est-il disposé à collaborer à une campagne d'information sur la GRAPA qui serait relayée par les services sociaux et les CPAS? Le ministre a-t-il déjà consulté le secrétaire d'État Courard à ce sujet?

06.02 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): À l'occasion de votre question, j'ai envoyé un courrier à tous les présidents de CPAS pour leur rappeler l'importance de la garantie de revenus aux personnes âgées. L'Office national des Pensions tente de lancer automatiquement la vérification du droit à cette garantie de

revenus pour les préretraités qui atteignent l'âge de 65 ans.

(En français) Tout cela s'est fait en étroite collaboration avec mon ami M. Courard.

L'ONP va éditer prochainement un dépliant concernant la GRAPA et je compte envoyer la lettre aux différents syndicats et mutualités du pays.

06.03 Sonja Becq (CD&V): Il faut absolument veiller à ce que la garantie de revenu soit effectivement versée. Il n'est pas admissible que certaines personnes ne soient même pas au courant de son existence. Nous devons prendre des mesures pour combler cette lacune. Un système véritablement automatique serait évidemment préférable mais je puis comprendre que cela ne soit pas possible à l'heure actuelle.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Catherine Fonck au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'avis du Conseil national du travail relatif à l'information sur les pensions" (n° 4167)

07.01 Catherine Fonck (cdH): Dans son avis 1767 du 2 mars 2011 intitulé "Information sur les pensions" sur l'exécution de la loi relative au Pacte de solidarité entre les générations, le Conseil national du travail constate certains progrès, en déplore leur lenteur et rappelle qu'il y a de plus en plus de carrières mixtes et que le système des trois régimes légaux doit viser à fournir une information coordonnée. Le CNT veut encourager la conclusion d'un accord de collaboration entre les organismes de pensions. En parallèle, il demande des efforts pour les pensions complémentaires afin de fournir des informations coordonnées aux futurs pensionnés.

Quant à l'ASBL Sigedis, le CNT demande que le comité stratégique composé de représentants des partenaires sociaux fonctionne comme demandé dans l'avis 1621. Le CNT met également en avant les bonnes pratiques instaurées à l'étranger.

Dans sa conclusion, le CNT rappelle l'importance d'un plan stratégique global avec un calendrier clair.

Ce plan stratégique global avec un calendrier contraignant va-t-il être fixé? Un accord de collaboration va-t-il être conclu entre les différents organismes de pensions? Quelles seront les prochaines améliorations et dans quels délais seront-elles mises en œuvre? De nouvelles mesures vont-elles être adoptées pour suivre les exemples de bonnes pratiques d'autres pays européens? Le fonctionnement du comité stratégique de l'ASBL Sigedis va-t-il être amélioré?

Président: Yvan Mayeur.

07.02 Michel Daerden, ministre *(en français)*: J'ai pris connaissance de l'avis du CNT. Je me réjouis des avancées qu'il évoque, dont l'élaboration de la banque de données en cours.

Ce ne sera pleinement opérationnel qu'à partir de 2015 mais cela ne constituerait pas un obstacle à l'envoi automatique des relevés de carrière ni à l'estimation des droits à la pension à partir de 55 ans pour les fonctionnaires.

L'échéance de 2015 n'existe qu'à titre ultime. Les employeurs devront communiquer, avant cette date, l'ensemble des données de carrière de tous leurs agents au SdPSP. Cela va représenter un effort très important pour les administrations. Nous avons mené plusieurs actions auprès des administrations dans cette perspective.

La collaboration entre les administrations a été explicitement prévue dans le contrat d'administration de l'ONP. Sur cette base, les trois principales institutions de pensions ont mis sur pied un groupe de travail permanent permettant d'aller au-delà des projets en cours, comme les Pointspension, la notification commune initiée entre l'Inasti et l'ONP ou le projet Hermes. Tous ces projets s'inspirent des meilleurs exemples européens et ce n'est pas par hasard si j'ai demandé à l'ONP d'organiser un colloque sur l'information des pensionnés dans le cadre de la présidence belge de l'Union européenne. Cela a contribué à la prise de conscience par les administrations de la nécessité d'avancer.

Je suis personnellement attaché à la représentation des partenaires sociaux au sein de Sigedis et des propositions en ce sens sont en cours de discussion au sein du conseil d'administration de cette ASBL.

07.03 Catherine Fonck (cdH): Je ne vous comprends pas quand vous dites qu'il est impossible que cela se fasse avant 2015. Il ne me semble pas si difficile d'obtenir ces données.

Vous avez parlé des membres la Fonction publique pour fin 2011. Il y a également tous les autres, salariés, indépendants, sans parler de ceux ayant une carrière mixte, pour qui les difficultés sont plus importantes.

Une simulation est possible sur le site mypension.be. Mais je crains que ceux qui ont le plus besoin d'informations n'aient pas accès à ce site. Il serait souhaitable de procéder à des envois systématiques bien avant l'âge de 55 ans, quand les gens peuvent assumer leur choix de carrière, y compris quant aux conséquences que ces choix auront sur leur pension.

Des propositions de lois et de résolutions sur les pensions ont été déposées de longue date déjà, qui n'ont pas encore été mises à l'ordre du jour de cette Commission. Je plaide une nouvelle fois pour qu'on mette ces textes à l'agenda de la Commission, même si nous sommes en affaires courantes.

Le **président**: Vous plaidez ici pour la première fois, puisque nous avons constitué l'agenda des priorités de cette Commission et vous n'avez pas mis cela dans les priorités des travaux de notre Commission.

07.04 Catherine Fonck (cdH): Je suis formelle.

Le **président**: Non, vous n'avez pas fait cette proposition.

07.05 Catherine Fonck (cdH): Le cdH, en lien avec le CD&V, a demandé, parmi les priorités réclamées par chaque parti, que le dossier des pensions figure à l'agenda. Je suis formelle!

Le **président**: Ce n'est pas vrai.

L'incident est clos.

Le développement des questions est suspendu de 16 h 31 à 16 h 58.

08 Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la révision des allocations pour personnes handicapées" (n° 3801)

08.01 Valérie De Bue (MR): Toute personne handicapée a droit à une allocation. Quand son état est évolutif, elle peut demander une révision de son dossier. La nouvelle décision prendra alors effet au premier jour du mois qui suit sa demande. Lorsque la révision est demandée par l'Administration, la nouvelle allocation ne prendra cours que le premier jour du mois qui suit la notification de la décision, pour que la personne ne doive pas rembourser une allocation indûment perçue si son état s'est amélioré. Mais dans le cas où son état s'est dégradé, ce principe se retourne contre elle, d'autant plus quand l'Administration tarde. Ce problème a été relevé dans le rapport du médiateur fédéral.

Serait-il possible d'adapter la réglementation pour que l'augmentation des allocations prenne cours le premier jour du mois qui suit la date de révision plutôt que la notification?

08.02 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (*en français*): Vous mettez le doigt sur un nombre limité de cas pour lesquels un problème se pose.

La réglementation part du principe que, si un demandeur sollicite une révision, c'est sans doute dans son intérêt et la rétroactivité est d'application.

Lorsque la personne handicapée perçoit une allocation, dans certains cas fixés par la réglementation, l'Administration peut revoir d'initiative ce droit.

Dans la plupart des cas, lors d'une augmentation du droit, la décision produira ses effets rétroactivement et des arriérés seront payés, et si le droit est réduit, la décision produira ses effets pour le futur et la personne ne devra pas rembourser.

Mais il est vrai que dans quelques rares cas, l'état de santé de la personne peut s'aggraver sans que cette personne n'introduise une demande de révision. Dans ce cas, la décision n'aura pas d'effet rétroactif et la personne handicapée pourrait se sentir lésée. J'ai demandé à mon administration d'étudier l'amélioration de l'information donnée aux personnes handicapées sur les effets d'une révision et d'optimiser le traitement de ces dossiers.

De manière plus générale, ma philosophie est que, plutôt que de faire des arrêtés royaux modificatifs sur des questions pointues, il faut envisager une réforme complète de la loi, souvent trop compliquée ou trop contraignante. Malheureusement, les circonstances politiques interdisent cette réforme d'ensemble, mais j'espère que, sous la prochaine législature, quelqu'un s'y attellera.

Pour ces quelques cas, nous pourrions néanmoins envisager un arrêté royal pour corriger la situation. Vu la situation politique dans laquelle nous nous trouvons, j'envisage sérieusement de prendre cette initiative.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Nadia Sminate au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'usage abusif des cartes de parking" (n° 3882)

09.01 Nadia Sminate (N-VA): J'ai lu récemment dans un communiqué de presse de Touring qu'un tiers des cartes de parking pour les personnes moins valides sont utilisées abusivement. Il s'agit de 100 000 cartes sur les 300 000 qui sont en circulation.

Quel organisme vérifie si les conditions restent réunies après l'octroi de la carte? Le nombre d'abus est-il vraiment si élevé? Le ministre pourrait-il envisager d'instaurer des cartes avec une durée de validité limitée?

09.02 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (en néerlandais): L'organisation de défense de la mobilité Touring a procédé à un coup de sonde sur plusieurs grandes aires de stationnement situées en dehors de la voie publique. Les abus constatés par Touring n'ont dès lors absolument pas été évalués correctement. Toutefois, le problème est réel et persistant et des mesures s'imposent, même s'il s'agit en l'espèce d'une matière relevant des compétences de la police.

Depuis le 1^{er} octobre 2005, les cartes de stationnement sont délivrées pour une durée indéterminée étant donné que la plupart des handicaps sont permanents. Environ 9 % des cartes sont à durée déterminée. La durée de validité des cartes ne pose dès lors pas de problème, contrairement à leur utilisation abusive. Nous avons convenu l'an passé avec M. Schouppe et Mme Turtelboom d'envoyer une circulaire à ce sujet aux bourgmestres et aux zones de police ainsi que d'envisager l'intégration de sanctions plus lourdes dans le code de la route, mais la chute du gouvernement a bloqué ce projet. Un arrêté ministériel est cependant en cours d'élaboration en vue de créer un nouveau modèle de carte de stationnement muni d'un hologramme.

En 2010, 59 267 cartes de stationnement ont été délivrées et le nombre de cartes pour personnes handicapées actuellement en circulation est estimé à plus de 400 000. Il n'y a pas de croisement automatique avec le Registre national pour vérifier si les titulaires de certaines cartes sont entre-temps décédés. Dans le courrier auquel la carte de stationnement est annexée, le service indique que la carte doit être renvoyée en cas de décès de l'ayant droit, mais il n'existe aucune procédure de récupération systématique et il n'y a pas davantage de moyens pour mener des actions ciblées à cet effet. Depuis 2005, le pourcentage de cartes de stationnement non renvoyées est descendu de 43 à 20 %. La sensibilisation reste un élément important et Touring peut éventuellement aussi apporter sa contribution dans ce domaine.

09.03 Nadia Sminate (N-VA): L'annonce d'abus à grande échelle de ce type incite la population à se demander si la réservation de places de stationnement est utile. Je reste convaincue que l'instauration d'une durée de validité limitée des cartes, en tenant certes compte du caractère permanent de certains handicaps, permettrait d'éviter les abus.

09.04 **Jean-Marc Delizée**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): À mon avis, adapter le code de la route permettra de mieux combattre les abus. Cette initiative devra être prise par le nouveau gouvernement.

L'incident est clos.

10 **Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la grande dépendance" (n° 3939)**

10.01 **Valérie De Bue** (MR): Jusqu'à 21 ans, la plupart des enfants handicapés sont pris en charge par l'enseignement spécial. À partir de cet âge, c'est souvent vers les centres de jour que ces personnes doivent se diriger, où l'on constate un manque de places criant. On parle de 300 à 500 places pour les autistes de grande dépendance pour Bruxelles et de 1 200 places en Wallonie.

Dans notre société, une personne sur cent relève du handicap de grande dépendance.

Les travaux entrepris pour la création de places et d'une convention INAMI ont-ils pu évoluer?

10.02 **Jean-Marc Delizée**, secrétaire d'État (*en français*): Ce problème de la grande dépendance est en effet l'un des défis des années futures.

Même si la question des places ressort des compétences des Régions et Communautés, tous les niveaux de pouvoir doivent apporter leur contribution.

L'accord du gouvernement de la précédente législature spécifiait que, via l'INAMI, des moyens seraient dégagés pour venir en aide aux familles confrontées au suivi d'adultes de grande dépendance. Plusieurs groupes cibles avaient été déterminés: autistes jeunes et adultes avec troubles du comportement, personnes cérébrolésées et personnes polyhandicapées.

Un travail a été mené entre l'INAMI et les Régions et Communautés pour que le fédéral puisse apporter de l'aide à ces personnes. Une convention a été adoptée par l'INAMI pour finaliser cette aide.

Un montant de 2 millions d'euros avait été réservé pour l'année 2010 et l'INAMI a conventionné en décembre 2009 l'ASBL SUSa pour un montant de 1 700 000 euros.

Le gouvernement fédéral consacre donc 3 700 000 euros à ce groupe cible.

Dans cette enveloppe, une répartition des projets reste à réaliser. Vu la situation politique, une décision en la matière n'a pu être prise. Je parle ici des 2 millions d'euros pour l'année 2010.

Pour l'année 2011, le second groupe cible pour l'appel à projet sera constitué des personnes cérébrolésées.

En la matière, une solution politique doit être trouvée. J'espère que le prochain gouvernement continuera à apporter une aide à ces familles en détresse.

Le statut de l'aidant proche est également prêt à être finalisé. Une étude a été réalisée en collaboration avec les acteurs concernés pour établir une base juridique leur permettant de bénéficier d'aides sociales et fiscales.

10.03 **Valérie De Bue** (MR): J'ai rencontré des associations au fait de la situation de ces familles. Les conséquences de la situation politique actuelle sont visibles pour les personnes défavorisées ou en détresse. De plus, Communautés et Régions sont également compétentes, ce qui rajoute à la complexité de la situation.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 17 h 20.

De behandeling van de vragen vangt aan om 15.22 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Yvan Mayeur.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer **Wouter De Vriendt** aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "het pensioen bij scheiding van een ambtenaar" (nr. 3999)
- mevrouw **Miranda Van Eetvelde** aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "het overlevingspensioen na een periode van wettelijke samenwoning" (nr. 4221)

01.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): In geval van echtscheiding of feitelijke scheiding hebben de echtgenoten in bepaalde omstandigheden recht op een deel van het pensioen van de ex-partner die werknemer of zelfstandige was. Bij mensen met een laag pensioen is dit een welgekomen aanvulling. Indien de ex-partner echter ambtenaar was, geldt dit recht niet. Puur juridisch is dit geen discriminatie, zo zei het Grondwettelijk Hof, omdat het ambtenarenpensioen beschouwd wordt als uitgesteld loon en dus een persoonlijk en onoverdraagbaar recht is. Ik zeg daarop dat het ambtenarenpensioen zelf nochtans niet wordt aangetast en dat de onoverdraagbaarheid dus niet geschonden wordt. Is de minister het daarmee eens?

In de feiten vind ik de huidige toestand trouwens wél een discriminatie. Gaat de minister daarmee akkoord? Hoe wil hij die discriminatie wegwerken?

Er is ook een verschil in regeling tussen feitelijke scheiding en echtscheiding. Is dat te verantwoorden?

01.02 Miranda Van Eetvelde (N-VA): In de huidige pensioenwetgeving voor werknemers en zelfstandigen is er in principe een recht op overlevingspensioen wanneer het huwelijk minstens een jaar heeft geduurd. Ten gevolge van een aantal gerechtelijke uitspraken moeten de pensioenadministraties ook rekening houden met de wettelijke samenwoning.

Wat vindt de minister over de volledige juridische gelijkschakeling van huwelijk en wettelijke samenwoning in de pensioenreglementering?

01.03 Minister Michel Daerden (Nederlands): Een van de voorwaarden om een overlevingspensioen te kunnen genieten, is dat het huwelijk tussen de overlevende en de overleden echtgenoot minstens een jaar heeft geduurd. Volgens de rechtbanken gelden periodes van wettelijke samenwoning ook om die duur te bepalen.

(Frans) Daarover bestaat er geen twijfel.

(Nederlands) Ik ben voorstander van het wegwerken van de verschillen inzake pensioenrechten tussen gehuwden en wettelijk samenwonenden. Maar daar bestaat nog geen akkoord over binnen de RVP.

(Frans) In het kader van de uitwerking van het Witboek moeten we volgens mij trachten het recht op een overlevingspensioen van – al dan niet van tafel en bed – gescheiden echtgenoten in de drie bestaande pensioenstelsels gelijk te schakelen.

Het gaat hier over ingewikkelde technische kwesties. Als u het daarmee eens bent, zal ik u een kopie bezorgen van onze gedetailleerde juridische analyse. Aarzel niet om uw vragen indien nodig opnieuw langs schriftelijke weg te stellen.

01.04 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): De minister wil dus meer harmonisering om discriminaties weg te werken. Hoe zwengelt hij het overleg hierover aan?

01.05 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Ik neem akte van het standpunt van de minister over de volledige juridische gelijkschakeling.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de kosten van de pensionering van bedienaren van de eredienst boven de 65 jaar" (nr. 3730)

02.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Er wordt nagedacht over een nieuwe regeling voor de barema's voor de bedienaars van de eredienst en over hun pensionering op 65 jaar.

In het kader van de lopende hervorming werd echter geen rekening gehouden met de kosten die voortvloeien uit hun vervroegde pensionering.

Weet u om hoeveel personen het gaat? Werden de kosten voor de begroting al geraamd?

02.02 Minister Michel Daerden (*Frans*): Indien de pensioenregeling van de bedienaars van de eredienst zou worden afgestemd op de regeling die geldt voor de federale ambtenaren, zou dit extra wegen op de begroting inzake pensioenen. Momenteel gaan ze pas vanaf 75 jaar met pensioen. Dit probleem rijst omdat er wordt overwogen hun pensioen vanaf 65 jaar te laten ingaan.

We hebben wat onderzoek verricht. Uit het rapport over de hervorming van de financiering van de erediensten blijkt dat 749 bedienaars van de erediensten in de leeftijdsgroep 55-65 actief zijn, 674 in de leeftijdsgroep 65-75 en 252 in de leeftijdsgroep ouder dan 75 jaar.

Het gemiddelde brutobedrag van het pensioen van een bedienaar van de erediensten die in 2010 op pensioen werd gesteld en 65 jaar is, bedraagt 1.238 euro per maand.

Ik kan niet voorspellen om hoeveel personen het over vijftien jaar zal gaan.

Ik ben het niet eens met de stelling dat de pensioenen zullen stijgen. Als ze vanaf 65 jaar een pensioen ontvangen, worden ze niet meer betaald.

Als u mij hierover een schriftelijke vraag stelt, kan ik proberen mijn antwoord verder uit te werken.

02.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): U zegt dat ze met pensioen zullen zijn en dat ze niet meer zullen moeten worden betaald. Elders in het rapport wordt er evenwel gesteld dat de lonen zullen worden verhoogd aangezien er zoveel mensen met pensioen gaan.

Men moet nagaan of de kosten voor het geheel van de erediensten in het globale kader van de hervorming zullen toenemen.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3763 van mevrouw De Bue wordt ingetrokken. Mevrouw Grosemans is afwezig.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de problematiek van cumulatie van een overheidspensioen" (nr. 3830)

03.01 Sonja Becq (CD&V): Leerkrachten die na hun pensionering nog even blijven lesgeven omdat er niet meteen een vervanger wordt gevonden, krijgen voor de rest van het jaar geen pensioen meer uitbetaald. Een en ander heeft te maken met de berekeningswijze in volledige schooljaren. Zal de minister iets doen om deze situatie recht te zetten?

03.02 Minister Michel Daerden (*Nederlands*): Niet alleen voor de leerkrachten, maar voor alle gepensioneerden in de overheidssector is de cumulatieregeling een probleem.

(*Frans*) Een gepensioneerde van de overheidssector die op 65 jaar zijn pensioen aangevraagd heeft, loopt volgens de wetgeving het risico dat de uitbetaling geschorst wordt als hij een opdracht aanvaardt als contractueel personeelslid. De schorsing geldt voor het volledige kalenderjaar wanneer de inkomsten de toegelaten maximumbedragen met ten minste 15 procent overschrijden. Zo komen we terug bij de 15 procent-regel, en in die zin is het een belangrijke kwestie.

(*Nederlands*) Deze praktijk staat haaks op het regeringsbeleid, dat een hogere activiteitsgraad en een langere loopbaan promoot.

(Frans) Met betrekking tot het pensioenstelsel van de loontrekkenden heb ik van de RVP gedaan gekregen dat de administratieve behandeling van personen in soortgelijke situaties wordt bijgestuurd. Wat de overheidspensioenen betreft, zou de wet moeten worden gewijzigd om deze ongerijmdheid uit de wereld te helpen.

03.03 Sonja Becq (CD&V): Ik bedank de minister voor zijn toezegging om mee te werken aan een rechtvaardigere regeling.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer **Wouter De Vriendt** aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de pensioenbonus" (nr. 4046)

- mevrouw **Sonja Becq** aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de pensioenbonus" (nr. 4092)

- mevrouw **Miranda Van Eetvelde** aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de bekendheid van de pensioenbonus" (nr. 4223)

- mevrouw **Miranda Van Eetvelde** aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de verlenging van de pensioenbonus" (nr. 4224)

04.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): De ombudsdienst voor pensioenen wees erop dat de pensioenbonus eind 2012 afloopt. Als er geen zekerheid komt over de verlenging van de maatregel, zullen velen toch al sneller op pensioen gaan.

Wat is het standpunt van de minister? Ziet hij een oplossing? Hoeveel mensen maakten reeds gebruik van de maatregel?

04.02 Sonja Becq (CD&V): Wij hebben zelf een voorstel ingediend om de pensioenbonus te verlengen. Het is goed dat de ombudsdienst dit onder de aandacht heeft gebracht. Aangezien de maatregel telkens maar met een jaar verlengd wordt, is het moeilijk om de mensen hiervoor warm te maken.

Klopt het dat er bij de pensioenraming geen melding wordt gemaakt van de pensioenbonus? Waarom wordt er zo weinig ruchtbaarheid aan de maatregel gegeven? Hoe kan men evalueren of de maatregel effect heeft als hij zo weinig bekend is?

04.03 Miranda Van Eetvelde (N-VA): De pensioenbonus moet mensen stimuleren om langer te werken. De maatregel bestaat al vier jaar, maar slechts 20 procent van de toekomstige gepensioneerden zou op de hoogte zijn dat dit bestaat. Ook bij de pensioenramingen wordt de bonus niet vermeld, hoewel hij een grote impact op het pensioen kan hebben.

Zal de minister een initiatief nemen om de pensioenbonus beter bekend te maken? Welk effect heeft de maatregel op ons pensioenstelsel gehad?

Het probleem met de pensioenbonus is dat het om een tijdelijke maatregel gaat tot eind december 2012. De ombudsdienst van pensioenen merkte op dat er geen indicaties zijn dat de regering de maatregel zal verlengen. Hierdoor gaan toekomstige gepensioneerden juist vroeger op pensioen om er toch nog recht op te hebben.

Zal de pensioenbonus verlengd worden? Is er een advies gevraagd aan de studiegcommissie voor de Vergrijzing en de Hoge Raad voor de Werkgelegenheid?

04.04 Minister Michel Daerden (Nederlands): De pensioenbonus is inderdaad onvoldoende bekend. Volgens een onderzoek zou slechts 20 procent van de mensen op de hoogte zijn van het bestaan van deze maatregel. Een van de oorzaken daarvan is dat de maatregel beperkt werd tot eind 2012. Na een evaluatie kan de maatregel echter verlengd worden.

We hebben alle cijfers vanaf 2007 onderzocht, en daaruit blijkt dat zich jaar na jaar een stijging voordoet. De cijfers voor 2010 liggen echter niet helemaal in dezelfde lijn. Het lijkt me een goed idee u die cijfers te

bezorgen.

Ik ben voorstander van elke maatregel waarmee de mensen kunnen worden aangemoedigd om langer te werken en dus ook voorstander van een verlenging van de pensioenbonus.

Tijdens de periode 1998-2008 kon een zekere stijging van de activiteitsgraad worden vastgesteld.

Ik wacht nog op de resultaten van de aan de RVP gevraagde analyse.

04.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Als ik de cijfers eens vluchtig bekijk, dan blijkt dat 20 procent van het aantal gepensioneerden in 2010 gebruik gemaakt heeft van de pensioenbonus. Dat aantal is gedaald ten opzichte van 2009. Terwijl de maatregel juist zou moeten groeien. Bijzonder weinig werknemers hebben van de maatregel gebruik gemaakt. Als de minister geen initiatief neemt, zullen wij meewerken aan een parlementair initiatief.

04.06 Sonja Becq (CD&V): Wij zijn voorstander van alle maatregelen die het langer werken bevorderen. Wij zouden graag een debat ten gronde voeren om na te gaan of de pensioenbonus werkt. Misschien moeten we al vroeger starten met het geven van een pensioenbonus. Wij moeten meer gegevens verzamelen over het effect van de maatregel en stellen daarom voor om de maatregel slechts met een jaar te verlengen. Daarna kunnen we dan grondiger evalueren.

De maatregel moet bekender worden, zeker als hij definitief wordt. Misschien is er een daling in 2010 omdat de mensen onzeker zijn over het voortbestaan van de maatregel.

04.07 Minister Michel Daerden (Nederlands): Er is ook een probleem met de zelfstandigen.

04.08 Sonja Becq (CD&V): Inderdaad.

Er kan vaak geen juiste pensioenraming gemaakt worden, maar het zou goed zijn als we toch al kunnen aangeven wat iemand extra zal krijgen als hij langer werkt.

04.09 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Wij zijn er ook voor dat mensen langer werken en dat de pensioenbonus verlengd wordt. Kan er een concrete timing worden gegeven? Mensen die in de nabije toekomst op pensioen gaan, zouden geïnformeerd moeten worden over de maatregel. Mensen tien jaar op voorhand al informeren heeft eigenlijk weinig zin.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de overdracht van de rechten opgebouwd binnen de tweede pensioenpijler voor contractueel overheidspersoneel in geval van een latere statutarisering" (nr. 4083)

05.01 Sonja Becq (CD&V): Ik heb al eerder het probleem aangekaart van de tweede pensioenpijler bij mensen die eerst contractueel ambtenaar waren en later statutair worden. Naar verluidt is het mogelijk dat mensen een combinatie van de twee soorten pensioen krijgen en dus zowel aanvullend als statutair pensioen krijgen. Om dat voordeel weg te werken zou er in 2009 een voorontwerp van kaderwet op tafel hebben gelegen dat de cumulatiemogelijkheden beperkte en dat de reserves van de tweede pijler overdroeg naar het statutair pensioen. Hoe ver stond het daarmee toen de regering viel?

Eigenlijk zijn de rechten van de betrokken personeelsleden verworven. Kan men die nog terugschroeven? In hoeveel gevallen bestaat er nu al een cumulatie van een aanvullend pensioen en een statutair pensioen? Overschrijdt het totale pensioenbedrag in die gevallen het bedrag van het wettelijk pensioen? Is daar extra budget voor nodig?

Voorzitter: Nadia Sminate.

05.02 Minister Michel Daerden (Nederlands): Een contractueel personeelslid uit de openbare sector dat de tweede pensioenpijler geniet en dat nadien vast benoemd wordt, komt momenteel inderdaad in aanmerking

voor een dubbel pensioenvoordeel voor zijn geleverde diensten als contractueel. Wat hij krijgt, werd bepaald in de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen.

(Frans) Enerzijds zijn pensioen van de openbare sector voor de gehele loopbaan, met inbegrip van de contractuele diensten bij de openbare werkgever; en anderzijds de verworven aanvullende prestatie die werd opgebouwd tijdens de contractuele diensten bij de openbare werkgever.

Bij mijn weten bestaat er momenteel geen enkele wetsbepaling die de verzekeraar, die de aanvullende voordelen uitbetaalt, noch de instellingen van de overheidspensioenen, die het pensioen van de vastbenoemde ambtenaar storten, toelaten om de uitkeringen te verminderen teneinde de uitbetaling van het dubbel voordeel te voorkomen.

Zowel de PDOS als alle verzorgingsinstellingen van pool 3 en de lokale besturen van pool 4 zijn het erover eens dat het niet gerechtvaardigd is, wat ik ook vind.

De RSZPPO heeft een zeer grote overheidsopdracht uitgeschreven, die door Dexia en Ethias werd binnengehaald. Ik was erg blij met die keuze, want ik ben een groot voorstander van de tweede pijler, ook bij de overheidsdiensten.

Zoals de zaken er vandaag voorstaan, kunnen we niet anders dan het dubbele pensioenvoordeel uitbetalen. Daarom ook is er wetgevend werk nodig. Ik heb geen enkel ideologisch probleem met de tweede pensioenpijler, maar een en ander moet wel correct blijven.

05.03 Sonja Becq (CD&V): We zijn dus nog geen stap verder, hoewel dit toch een belangrijk thema is. In de vorige twee zittingsperiodes lagen er ontwerpen op tafel. De cumulatie is maar één zorg, een andere is het grote verschil tussen de pensioenen van contractuelen en die van statutairen.

Het is goed dat aan Vlaamse kant de VVSG en de hele sector voor een regeling hebben geijverd. Ik denk dat bijna alle gemeenten er geld voor hebben uitgetrokken. Ik wil het dossier ook in het Parlement vooruit helpen, maar ik heb geen idee waar we precies staan.

05.04 Minister Michel Daerden *(Frans)*: Ik ben geheel bereid om in te gaan op uw verzoek om vaart te zetten achter dit dossier.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de samenwerking tussen de OCMW's en de pensioendiensten in verband met de IGO" (nr. 4088)

06.01 Sonja Becq (CD&V): Er is te weinig ruchtbaarheid rond de inkomensgarantie voor ouderen (IGO). De IGO wordt ook nog steeds niet automatisch toegekend. De minister had een inhaalbeweging beloofd, waarbij de oudste dossiers eerst zouden worden bekeken.

Is de minister bereid mee te werken aan een informatiecampaignede IGO via de sociale diensten en OCMW's? Heeft de minister staatssecretaris Courard hierover al aangesproken?

06.02 Minister Michel Daerden *(Nederlands)*: Naar aanleiding van deze vraag heb ik een brief gestuurd naar alle OCMW-voorzitters waarin ik hun wijst op het belang van de inkomensgarantie voor ouderen. De Rijksdienst voor Pensioenen probeert het onderzoek naar het recht op deze inkomensgarantie automatisch op te starten voor de vervroegd gepensioneerden wanneer zij 65 jaar worden.

(Frans) Dit alles gebeurde in nauwe samenwerking met mijn vriend de heer Courard.

De RVP zal eerlang een folder uitgeven inzake de IGO. Ik ben van plan om de brief ook naar de vakbonden en ziekenfondsen van ons land te sturen.

06.03 Sonja Becq (CD&V): Er kunnen niet genoeg inspanningen worden geleverd opdat de inkomensgarantie daadwerkelijk wordt uitgekeerd. Het kan niet dat sommige mensen zelfs niet op de hoogte

zijn van het bestaan ervan. Het is onze opdracht daar iets aan te doen. Een echt automatisme zou natuurlijk beter zijn, maar ik begrijp dat dit momenteel onmogelijk is.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Catherine Fonck aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "het advies van de Nationale Arbeidsraad met betrekking tot de informatieverstrekking over de pensioenen" (nr. 4167)

07.01 Catherine Fonck (cdH): In zijn advies nr. 1767 van 2 maart 2011, met als titel *Uitvoering van de Generatiepactwet: Informatieverstrekking over pensioenen*, stelt de Nationale Arbeidsraad vast dat er een zekere vooruitgang is geboekt, maar betreurt hij de traagheid ervan; tevens wijst hij erop dat er steeds meer gemengde loopbanen voorkomen en stelt hij dat de drie wettelijke stelsels ernaar moeten streven gecoördineerde informatie te verstrekken. De NAR wenst de totstandkoming van een samenwerkingsovereenkomst tussen de pensioeninstellingen aan te moedigen. De Raad vraagt daarnaast dat er op het vlak van de aanvullende pensioenen inspanningen zouden geleverd worden, teneinde de toekomstige gepensioneerden op een gecoördineerde wijze informatie te verstrekken.

Met betrekking tot de vzw Sigedis vraagt de NAR dat het strategisch comité, dat is samengesteld uit vertegenwoordigers van de sociale partners, zou functioneren zoals in advies nr. 1621 werd vooropgesteld. De NAR vestigt ook de aandacht op good practices in andere landen.

Afsluitend benadrukt de NAR nog eens het belang van een strategisch totaalplan met een duidelijk tijdpad.

Zal er zo een strategisch totaalplan, met een afdwingbaar tijdpad, worden vastgesteld? Zal er tussen de onderscheiden pensioeninstellingen een samenwerkingsovereenkomst worden gesloten? Welke verbeteringen zullen er nu eerst tot stand worden gebracht, en binnen welke termijnen? Zullen er, naar het voorbeeld van de good practices van andere Europese landen, nieuwe maatregelen worden genomen? Zal de werking van het strategisch comité van de vzw Sigedis worden verbeterd?

Voorzitter: Yvan Mayeur.

07.02 Minister Michel Daerden (Frans): Ik heb kennis genomen van het advies van de NAR. Ik ben blij met de vooruitgang waarop de NAR wijst, zoals de ontwikkeling van de databank die volop aan de gang is.

Een en ander wordt pas vanaf 2015 volledig operationeel, maar dat zou geen hinderpaal vormen voor het automatisch doorsturen van de loopbaanoverzichten, en al evenmin voor de raming van de pensioenrechten vanaf 55 jaar voor de ambtenaren.

2015 is de uiterste deadline. Vóór die datum moeten de werkgevers alle loopbaangegevens van al hun ambtenaren meedelen aan de PDOS. Voor de administraties zal dat een hele opgave zijn. Met het oog daarop hebben we al diverse acties op poten gezet binnen de administraties.

De samenwerking tussen de administraties is uitdrukkelijk opgenomen in de bestuursovereenkomst van de RVP. Op grond daarvan hebben de drie belangrijkste pensioeninstellingen een permanente werkgroep opgericht die zich met meer kan bezighouden dan alleen de lopende projecten, zoals Pensioenpunten, de gemeenschappelijke kennisgeving van het RSVZ en de RVP, of het Hermesproject. Al die projecten stoelen op de beste Europese voorbeelden en het is dus niet toevallig dat ik de RVP gevraagd heb om een colloquium te organiseren over de informatieverstrekking aan de gepensioneerden in het kader van het Belgische EU-voorzitterschap. Mede daardoor zijn de administraties gaan inzien dat er voortgang met een en ander gemaakt moet worden.

Ik hecht persoonlijk veel waarde aan de vertegenwoordiging van de sociale partners in de vzw Sigedis en voorstellen in die zin worden momenteel besproken door de raad van bestuur van die vzw.

07.03 Catherine Fonck (cdH): Ik kan u niet volgen wanneer u stelt dat dit onmogelijk vóór 2015 kan gebeuren. Het lijkt me toch niet zo moeilijk om die gegevens te verkrijgen.

Met betrekking tot het overheidspersoneel, had u het over eind 2011. Maar men moet ook denken aan alle

andere werknemers, de loontrekkenden, de zelfstandigen en de mensen met een gemengde loopbaan, die met grotere problemen te kampen hebben.

Op de website www.mypension.be kan men een simulatie maken. Ik vrees echter dat degenen die het meest behoefte aan informatie hebben, geen toegang hebben tot die website. De mensen zouden lang voordat ze 55 jaar worden, systematisch geïnformeerd moeten worden, want dan kunnen ze hun loopbaan nog plannen en daarbij de gevolgen van die keuzes voor hun pensioen incalculeren.

Er werden al een hele tijd geleden wetsvoorstellen en voorstellen van resoluties met betrekking tot de pensioenen ingediend, maar die werden nog altijd niet geagendeerd in deze commissie. Ik pleit er opnieuw voor dat die teksten op de commissieagenda zouden worden geplaatst, ook al zitten we in een periode van lopende zaken.

De **voorzitter**: Uw pleidooi is nieuw, want we hebben de prioriteiten van deze commissie vastgelegd en u hebt deze kwestie toen niet als een prioriteit aangemerkt.

07.04 Catherine Fonck (cdH): Absoluut wel!

De **voorzitter**: Neen, u hebt dat niet voorgesteld.

07.05 Catherine Fonck (cdH): Toen elke partij haar prioriteiten naar voren mocht schuiven, heeft het cdH samen met CD&V gevraagd dat het pensioendossier op de agenda zou komen. Ik houd dat staande!

De **voorzitter**: Dat is niet waar.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen wordt geschorst van 16.31 uur tot 16.58 uur.

08 Vraag van mevrouw Valérie De Bue aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de herziening van de tegemoetkomingen aan personen met een handicap" (nr. 3801)

08.01 Valérie De Bue (MR): Personen met een handicap hebben recht op een tegemoetkoming. Ze kunnen zelf een herziening van hun dossier vragen wanneer hun toestand evolueert. De nieuwe beslissing zal dan ingaan op de eerste dag van de maand die volgt op de aanvraag. Wanneer de administratie om een herziening vraagt, zal de nieuwe tegemoetkoming pas toegekend worden op de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing, opdat de betrokkene geen onrechtmatig ontvangen bedragen zou moeten terugbetalen als zijn toestand verbeterd is. In het geval dat zijn toestand achteruit is gegaan, keert dat beginsel zich tegen de betrokkene, zeker wanneer de beslissing van de administratie op zich laat wachten. Dat probleem wordt in het verslag van de federale ombudsman aan de orde gesteld.

Zou het mogelijk zijn om de regelgeving zo aan te passen dat de verhoging van de tegemoetkoming ingaat op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van het herzieningsbesluit in plaats van de datum van de kennisgeving?

08.02 Staatssecretaris Jean-Marc Delizée (Frans): U kaart een probleem aan dat zich in een beperkt aantal gevallen voordoet.

De regelgeving stoelt op het principe dat als de vragende partij een herziening vraagt, dat waarschijnlijk in zijn belang is, en dan heeft de beslissing terugwerkende kracht.

Wanneer een persoon met een handicap een tegemoetkoming ontvangt, kan de administratie in bepaalde, wettelijk vastgelegde gevallen ambtshalve dat recht herzien.

In de meeste gevallen heeft de beslissing terugwerkende kracht en worden er achterstallen betaald indien er sprake is van een uitbreiding van het recht. Indien het recht wordt ingeperkt, geldt de beslissing alleen voor

de toekomst en moet de betrokkene geen ontvangen tegemoetkomingen terugbetalen.

In enkele zeldzame gevallen kan de gezondheidstoestand van de betrokkene echter inderdaad verslechteren zonder dat hij of zij een aanvraag tot herziening heeft ingediend. Dan heeft de beslissing geen terugwerkende kracht en kan de persoon met een handicap zich benadeeld voelen. Ik heb mijn administratie gelast na te gaan hoe personen met een handicap beter kunnen worden geïnformeerd over de gevolgen van een herziening en hoe de behandeling van die dossiers kan worden bijgestuurd.

Meer algemeen vind ik dat men, veeleer dan koninklijke besluiten tot wijziging van specifieke punten uit te vaardigen, tot een volledige hervorming van de wet moet overgaan, aangezien deze vaak te ingewikkeld of te star is. Helaas is zo'n grootscheepse hervorming in de huidige politieke omstandigheden niet mogelijk. Ik hoop evenwel dat iemand die taak tijdens de volgende legislatuur op zich zal nemen.

Voor dat klein aantal gevallen zouden we niettemin kunnen overwegen om een koninklijk besluit uit te vaardigen teneinde een en ander te corrigeren. Gelet op de politieke situatie waarin wij ons bevinden, denk ik er ernstig aan om zo een initiatief te nemen.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het oneigenlijke gebruik van parkeerkaarten" (nr. 3882)

09.01 Nadia Sminate (N-VA): Onlangs heb ik in een persbericht van Touring gelezen dat een op drie parkeerkaarten voor andersvaliden oneigenlijk wordt gebruikt. Het gaat dan om 100.000 van de 300.000 in omloop zijnde parkeerkaarten.

Welke instantie gaat na of de voorwaarden na het toekennen van de kaart vervuld blijven? Is het misbruik werkelijk zo groot? Is de minister te vinden voor de invoering van kaarten met een beperkte geldigheidsduur?

09.02 Staatssecretaris Jean-Marc Delizée (Nederlands): Mobiliteitsorganisatie Touring heeft een steekproef gedaan op een aantal grote parkeerterreinen, niet op de openbare weg. Het door hen vastgestelde misbruik is daarom zeker niet correct ingeschat. Er bestaat anderzijds wel degelijk een hardnekkig probleem en maatregelen zijn nodig, maar dat is een politionele bevoegdheid.

Sinds 1 oktober 2005 worden de parkeerkaarten afgeleverd voor onbepaalde duur, aangezien de meeste handicaps immers blijvend zijn. Ongeveer 9 procent van de parkeerkaarten wordt afgeleverd voor een bepaalde duur. Er is dus geen probleem van geldigheidsduur, maar van oneigenlijk gebruik. In overleg met staatssecretaris Schouppe en minister Turtelboom was vorig jaar afgesproken om hierover een rondzendbrief te sturen aan de burgemeesters en de politiezones en ook om eventueel strengere sancties in te bouwen in de wegcode, maar de val van de regering heeft dit verhinderd. Intussen is er wel een ministerieel besluit in de maak om een nieuw model van parkeerkaart met een hologram te gebruiken.

In 2010 werden 59.267 parkeerkaarten uitgereikt en naar schatting zijn er momenteel meer dan 400.000 kaarten voor personen met een handicap in omloop. Er is geen automatische kruising met het Rijksregister om na te gaan of de houders van bepaalde kaarten inmiddels zijn overleden. De dienst vermeldt in de brief bij de parkeerkaart dat de kaart moet worden teruggestuurd bij overlijden van de rechthebbende, maar er is geen procedure voor een systematische recuperatie. Er zijn ook geen middelen voor gerichte acties daartoe. Het percentage van de niet-teruggestuurde parkeerkaarten is sinds 2005 gezakt van 43 procent naar 20 procent. Sensibilisering blijft belangrijk en misschien kan ook Touring een steentje bijdragen.

09.03 Nadia Sminate (N-VA): Door dergelijke berichten over grootschalig misbruik vraagt de bevolking zich af of het wel zin heeft om plaatsen te reserveren. Ik blijf ervan overtuigd dat men misbruik kan vermijden door een beperkte geldigheidsduur voor de kaarten in te voeren, rekening houdend met het blijvende karakter van sommige handicaps natuurlijk.

09.04 Staatssecretaris Jean-Marc Delizée (Nederlands): Via een aangepaste wegcode kan men de

misbruiken mijns inziens beter tegengaan. Dat is iets voor de nieuwe regering.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Valérie De Bue aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "zwaar zorgbehoevende personen met een handicap" (nr. 3939)

10.01 Valérie De Bue (MR): Tot 21 jaar worden de meeste kinderen met een handicap opgevangen in het bijzonder onderwijs. Vanaf die leeftijd moeten deze mensen zich vaak wenden tot de dagcentra, waar er een schrijnend tekort aan plaatsen heerst. Voor de zwaar zorgbehoevende autisten zouden er in Brussel 300 à 500 plaatsen te kort zijn en in Wallonië ongeveer 1.200.

In onze samenleving is een persoon op honderd een zwaar zorgbehoevende gehandicapte.

Zit er schot in het creëren van bijkomende opvangplaatsen en hoe staat het met de RIZIV-conventie?

10.02 Staatssecretaris Jean-Marc Delizée (Frans): Het probleem van zware zorgbehoefte is inderdaad een van de uitdagingen van de komende jaren.

De kwestie van de plaatsen behoort weliswaar tot de bevoegdheid van de Gewesten en de Gemeenschappen, maar alle bestuursniveaus moeten een steentje kunnen bijdragen.

Luidens het regeerakkoord dat tijdens de vorige zittingsperiode tot stand is gekomen, zouden er via het RIZIV middelen worden uitgetrokken ten behoeve van de gezinnen die voor zwaar hulpbehoevende volwassenen moeten zorgen. Er werden diverse doelgroepen gedefinieerd: jonge autisten en volwassenen met gedragsstoornissen, personen met hersenschade en meervoudig gehandicapten.

Het RIZIV heeft samen met de Gewesten en de Gemeenschappen de nodige stappen gedaan opdat de federale overheid die mensen hulp zou kunnen bieden. Het RIZIV heeft een conventie goedgekeurd om die steun te concretiseren.

Voor 2010 werd er een bedrag van 2 miljoen euro vastgelegd, en het RIZIV heeft in december 2009 een overeenkomst gesloten met de ASBL SUSA voor een bedrag van 1,7 miljoen euro.

De federale regering trekt voor die doelgroep dus 3.700.000 euro uit.

Dat bedrag moet nog over de projecten worden verdeeld. Door de politieke toestand werd er daarover nog geen beslissing genomen. Dan heb ik het over de 2 miljoen euro voor 2010.

In 2011 zal de projectoproep zich ook richten op een tweede doelgroep, namelijk de personen met hersenschade.

Er moet in deze aangelegenheid een politieke oplossing worden gevonden. Ik hoop dat de volgende regering die gezinnen in nood zal blijven helpen.

Ook wordt de laatste hand gelegd aan het statuut van de mantelzorger. Er werd een studie verricht in samenwerking met de betrokken actoren, teneinde een juridische grondslag uit te werken op grond waarvan zij aanspraak zouden kunnen maken op sociale en fiscale steunmaatregelen.

10.03 Valérie De Bue (MR): Ik heb contacten gehad met verenigingen die goed weten hoe die gezinnen eraan toe zijn. De gevolgen van de huidige politieke toestand voor achtergestelde personen of personen in nood zijn onmiskenbaar. Bovendien berusten bepaalde bevoegdheden bij de Gemeenschappen en de Gewesten, wat de situatie nog ingewikkelder maakt.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.20 uur.